

D 813 ARGENTINE: LE CHOC DES MALOUINES

Le spectacle de la politique argentine est celui de la confusion. Les règlements de compte entre militaires, se jetant les uns aux autres les dépouilles de la défaite des Malouines, laissent planer l'incertitude sur les maîtres définitifs du pouvoir militaire. Les vieux caciques civils de la politique semblent incapables de saisir les nouvelles données de la situation nationale. L'inexistence d'une jeune génération d'hommes politiques - impitoyablement tués au cours des dix dernières années - fait mal augurer de l'avenir. Le régime est exsangue. Pourtant il dure, en l'absence de toute autre alternative. Mais l'Argentine des généraux n'est que la caricature d'un système de pouvoir manifestant partout ses limites.

L'analyse ci-dessous, publiée avec l'aimable autorisation de la revue Chile-América (n° 80-81) dont elle est extraite, s'efforce de montrer que l'ébranlement provoqué par la guerre des Malouines est loin de s'atténuer (cf. DIAL D 777 et D 781).

Note DIAL

APRÈS LA GUERRE DES MALOUINES, QUOI DE NEUF?

A quel continent appartiennent les Malouines? Pour un latino-américain, la réponse ne fait aucun doute: elles appartiennent à la région. Les Malouins estiment dans leur majorité qu'elles appartiennent à l'Europe. Certains d'entre eux, les plus éveillés, acceptent de reconnaître qu'elles appartiennent à l'Amérique latine, mais à la manière du Belize ou de la Guyana. Les militaires britanniques stationnés aux Malouines pensent, pour leur part, que les îles font partie du territoire antarctique. Mais la cause du conflit autour des territoires australs n'a pas été de déterminer à qui ils appartenait. Pour Washington, Londres, Paris et pour les autres puissances au passé ou au présent colonial, c'est le principe de non-agression qui était en jeu: ces puissances ne pouvaient permettre qu'un pays du Tiers-Monde lançât impunément un défi à une puissance du Nord.

Au-delà des raisons qui ont conduit à la première guerre, pour notre siècle, entre un pays latino-américain et une force extra-continentale, on doit reconnaître que ses conséquences dépassent largement le caractère localisé de l'affrontement. Nombre des situations qui ont dominé la vie d'une bonne part du continent ont été ébranlées dans leurs fondements: ainsi de l'hégémonie des Etats-Unis et du système inter-américain; les alliances régionales et le modèle militaro-monnaire ont subi de profondes altérations.

L'ancien ministre anglais des relations extérieures, Lord Carrington, n'a pas été le seul à ne pouvoir imaginer qu'une guerre entre le Royaume Uni et l'Argentine fût possible. Non point parce que la souveraineté des Malouines n'était pas une affaire potentiellement explosive, mais parce qu'il était inconcevable que les Etats-Unis fussent incapables d'empêcher une confrontation directe entre leur allié européen le plus proche et leur collaborateur latino-américain le mieux disposé à leur égard.

Londres tenait pour évident que Washington prendrait soin des intérêts britanniques dans une région reconnue comme relevant de la zone d'influence du Royaume-Uni tant par l'Europe occidentale que par le camp socialiste (1). Maintenir l'ordre dans l'arrière-cour ou sur le devant, ainsi qu'aime à dire le président Ronald Reagan, relevait clairement de la responsabilité des Etats-Unis. C'est avec cet argument que le Département d'Etat a reproché à la France son "ingérence" dans le conflit salvadorien, à la suite de la déclaration franco-mexicaine. C'est pour la même raison qu'il s'est employé à convaincre l'Angleterre d'envoyer des observateurs au moment des élections présidentielles salvadoriennes. La Grande-Bretagne pouvait faire tranquillement face à ses obligations au sein de l'OTAN (2): la marine de guerre européenne la plus puissante avait pour fonction de patrouiller dans les eaux de l'Atlantique-Nord, et de surveiller les frontières entre le camp socialiste et l'Europe occidentale grâce à un fort contingent stationné en République fédérale allemande (3).

De la sorte, quand le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, eut appris que l'Argentine avait mobilisé sa flotte pour envahir les Malouines (4), elle a, avant toute pensée de force expéditionnaire, appelé Reagan au téléphone pour lui demander d'empêcher l'opération. Le président nord-américain accéda à sa demande. Il entra en communication avec le président Leopoldo Galtieri et, au cours d'une conversation téléphonique de près d'une heure, lui demanda instamment de renoncer à son initiative (5). Les résultats sont connus.

(1) En ce qui concerne la position du camp socialiste, la revue "Amérique latine", n°s 10-11 et 12 de 1981, contient une série intéressante d'essais intitulés "Amérique latine: politique extérieure et dépendance économique". Ce mensuel est publié par les Editions Progrès de Moscou. Sur la position de l'Europe de l'Ouest face au continent, le travail réalisé par les Editions de l'Université de Bruxelles, en 1980, contient une série d'essais de grand intérêt. On relève, entre autres, la contribution de Nicole Bourdillat sur le rôle de la France, celle d'Albert von Gleich sur la République fédérale allemande, et celle de Jorge A. Tapia Valdés sur les relations entre la Communauté économique européenne (CEE) et l'Amérique latine.

(2) Le responsable des relations extérieures du Parti travailliste britannique, Dennis Healy, a déclaré au Parlement, le 2 mars 1982, que les Etats-Unis avaient accordé une diminution du prix des sous-marins atomiques Trident en échange du soutien anglais à Washington en Amérique centrale.

(3) La Grande-Bretagne entretient 50.000 hommes stationnés en permanence Outre-Rhin.

(4) Londres a su que l'invasion était imminente dans les derniers jours de mars.

(5) "América Latina Informe Político", Londres, du 9 avril 1982: le président Ronald Reagan a personnellement parlé avec le premier mandataire argentin. Celui-ci a demandé à Reagan, au cours de la conversation: "De quel côté êtes-vous?" Réponse: "Nous sommes les alliés de la Grande-Bretagne".

Une puissance importante face à un allié incontrôlable

L'occupation militaire argentine des Malouines pourrait bien représenter pour Washington une défaite aux dimensions de la Révolution cubaine. En Europe et surtout en Grande-Bretagne, l'impuissance des Etats-Unis est apparue au grand jour. En Amérique latine, l'impact a encore été plus important. La désillusion est grande dans les milieux pro-américains: le discours inter-américain a révélé son manque de substance. Les arguments avancés au niveau du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) et de l'Organisation des Etats américains (OEA) n'étaient qu'un rideau de fumée pour permettre l'application d'une politique favorable aux Etats-Unis. C'est évidemment ce que disait la gauche depuis toujours. Mais pour des hommes comme le président vénézuélien Herrera Campins ou le premier mandataire péruvien Fernando Belaunde Terry, ce fut une douche froide.

Quant à l'Argentine, l'impact a été dévastateur: ce fut la rupture de l'axe Washington-Buenos Aires. C'est-à-dire le pilier sur lequel reposait la politique latino-américaine des Etats-Unis. Les stratèges de Reagan avaient résolu que le Brésil devait cesser d'être le premier allié de la région (6). Le temps était passé de la doctrine Nixon-Kissinger que le président Richard Nixon avait résumée dans cette phrase aux accents prophétiques: "Le Brésil est le destin de l'Amérique latine". L'Argentine était désormais le pays jouissant de "relations privilégiées".

Pour le général en retraite Gordon Sumner, l'Argentine devait devenir "le point d'ancrage de l'Occident dans l'Atlantique-Sud" (7). Mais le régime militaire argentin était disposé à aller plus avant dans la tâche de défense de l'occident et de la chrétienté.

En octobre 1981, en effet, se tint à Buenos-Aires un séminaire organisé par Business International. A cette occasion, des officiers supérieurs argentins expliquèrent devant un important parterre de chefs d'entreprises et de banquiers, venus des Etats-Unis et d'Europe, les succès obtenus dans ce que les militaires décrivirent comme la guerre "sale" contre les syndicats, les partis politiques et les groupes armés. Les militaires argentins, fiers et sûrs d'eux, se déclarèrent disposés à devenir l'avant-garde du combat contre la gauche en Amérique latine et là où ce serait nécessaire. Les participants furent invités à investir dans les usines argentines d'armement (8), un immense complexe industriel de propriété des forces armées. En échange l'Argentine était disposée à exporter des armes vers "les pays en proie aux luttes de libération", là où les Etats "leaders" étaient susceptibles de rencontrer des difficultés politiques pour vendre leurs propres armes. Cette volonté est loin d'être théorique. L'Argentine, en effet, a envoyé des conseillers militaires en El Salvador et au Guatemala. Elle a installé un centre opérationnel du renseignement au Panama, dans le but de mener des opérations de déstabilisation contre le gouvernement sandiniste. Le rôle des militaires argentins dans le coup d'Etat bolivien de juillet 1980 est également bien connu (9).

(6) "El Economista", Buenos-Aires, du 5 juin 1982: Reagan et un avenir hypothétique.

(7) Le général en retraite Gordon Sumner est président du Conseil interaméricain de sécurité et il est actuellement conseiller spécial du sous-secrétaire aux affaires interaméricaines du Département d'Etat, Thomas Enders.

(8) "Fabricaciones Militares Argentinas" emploient 40.000 personnes dans 12 entreprises différentes (plus 15.000 dans des activités annexes), Annuaire SIPRI, 1982.

(9) "América latina Informe Semanal", Londres, du 25 juillet 1980: Le coup d'Etat est refusé en Bolivie et repoussé à l'étranger.

La collaboration entre l'Argentine et les Etats-Unis était telle que ces deux pays avaient envisagé l'installation possible d'une base nord-américaine en Patagonie. Washington craint depuis un certain temps que les luttes qui ont lieu en Amérique centrale ne finissent par fermer ou gêner l'utilisation du canal de Panama. C'est pourquoi les Américains ont jugé utile de prévoir un itinéraire de remplacement: le Détroit de Magellan et le Cap Horn (10). Ces plans n'étaient en discussion que depuis quelques mois. Aujourd'hui ils ne valent même plus le prix du papier sur lequel ils sont consignés. Evidemment, les Falklands pourraient désormais devenir "le point d'ancrage" pour un contrôle de l'Atlantique-Sud.

Les Etats-Unis suite aux Malouines

La débâcle du gouvernement Reagan est significative. Passé les déclarations émotionnelles de la majorité des gouvernements latino-américains contre l'alliance de Washington et de Londres, que reste-t-il?

La thèse de la bipolarité, soutenue par les Etats-Unis, en vertu de laquelle la politique internationale est fonction de l'affrontement entre les super-puissances, s'est trouvée pratiquement sans signification au plan régional. En l'occurrence le Mexique et le Brésil n'y ont jamais adhéré. La possibilité d'amener l'Amérique latine à ce "consensus stratégique", c'est-à-dire à participer à l'effort d'isolement et de déstabilisation de l'Union soviétique et de ses alliés apparaît particulièrement lointaine. L'Argentine elle-même, en dépit de la présidence du général pro-américain Reynaldo Bignone, n'a pas d'autre possibilité d'action que le non-alignement. Aujourd'hui, la diplomatie argentine s'emploie à retendre ses liens avec le continent et le Tiers-Monde.

Mais le symptôme le plus clair du revers nord-américain se manifeste sans doute au niveau de la confrontation avec le camp socialiste en Amérique latine, à savoir Cuba. La Havane n'a pas seulement amélioré ses relations avec Buenos Aires, mais le Venezuela, qui jusqu'il y a peu se tenait à une attitude des plus agressives envers l'île des Caraïbes, a entrepris de s'en rapprocher. Il y a actuellement à Caracas une délégation cubaine chargée de mener à bien "un nouveau dialogue" entre les deux pays. Le Venezuela a d'ailleurs montré à quel point ses intentions sont sérieuses. A la suite de l'évasion d'une prison vénézuélienne de deux exilés cubains qui s'étaient réfugiés dans l'ambassade du Chili, à Caracas, le gouvernement Herrera Campins n'a pas hésité à remettre en cause ses relations avec Santiago si les évadés n'étaient pas rendus. Fidel Castro avait déjà, en 1980, menacé de rompre les relations diplomatiques si les accusés n'étaient pas condamnés. Le Venezuela et la Colombie ont fait savoir qu'ils étaient disposés à s'affilier au Mouvement des non-alignés.

L'affaiblissement de l'OEA, dont l'un des objectifs essentiels est l'isolement de Cuba, est un coup sévère porté à l'effort politique considérable déployé par Washington pour "contenir" le gouvernement Fidel Castro (11).

(10) "The New Statesman", Londres, du 18 décembre 1981: Reagan's new friend.

(11) "Latin America Weekly Report", Londres, du 19 juin 1981: Enders plan for freedom and free enterprise in the Caribbean. Dans son discours inaugural comme sous-secrétaire aux affaires inter-américaines, Thomas Enders a rappelé les trois objectifs de son gouvernement vis-à-vis de l'Amérique latine: 1) améliorer les relations avec le Mexique; 2) limiter l'influence cubaine dans les Caraïbes et en Amérique centrale; 3) renforcer les relations avec les pays sud-américains qui reviennent à un régime constitutionnel, en reconnaissant le rôle qu'ils jouent dans la sécurité de l'Atlantique-Sud.

Une puissance importante face à un allié incontrôlable

L'occupation militaire argentine des Malouines pourrait bien représenter pour Washington une défaite aux dimensions de la Révolution cubaine. En Europe et surtout en Grande-Bretagne, l'impuissance des Etats-Unis est apparue au grand jour. En Amérique latine, l'impact a encore été plus important. La désillusion est grande dans les milieux pro-américains: le discours inter-américain a révélé son manque de substance. Les arguments avancés au niveau du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) et de l'Organisation des Etats américains (OEA) n'étaient qu'un rideau de fumée pour permettre l'application d'une politique favorable aux Etats-Unis. C'est évidemment ce que disait la gauche depuis toujours. Mais pour des hommes comme le président vénézuélien Herrera Campins ou le premier mandataire péruvien Fernando Belaunde Terry, ce fut une douche froide.

Quant à l'Argentine, l'impact a été dévastateur: ce fut la rupture de l'axe Washington-Buenos Aires. C'est-à-dire le pilier sur lequel reposait la politique latino-américaine des Etats-Unis. Les stratèges de Reagan avaient résolu que le Brésil devait cesser d'être le premier allié de la région (6). Le temps était passé de la doctrine Nixon-Kissinger que le président Richard Nixon avait résumée dans cette phrase aux accents prophétiques: "Le Brésil est le destin de l'Amérique latine". L'Argentine était désormais le pays jouissant de "relations privilégiées".

Pour le général en retraite Gordon Sumner, l'Argentine devait devenir "le point d'ancrage de l'Occident dans l'Atlantique-Sud" (7). Mais le régime militaire argentin était disposé à aller plus avant dans la tâche de défense de l'occident et de la chrétienté.

En octobre 1981, en effet, se tint à Buenos-Aires un séminaire organisé par Business International. A cette occasion, des officiers supérieurs argentins expliquèrent devant un important parterre de chefs d'entreprises et de banquiers, venus des Etats-Unis et d'Europe, les succès obtenus dans ce que les militaires décrivirent comme la guerre "sale" contre les syndicats, les partis politiques et les groupes armés. Les militaires argentins, fiers et sûrs d'eux, se déclarèrent disposés à devenir l'avant-garde du combat contre la gauche en Amérique latine et là où ce serait nécessaire. Les participants furent invités à investir dans les usines argentines d'armement (8) un immense complexe industriel de propriété des forces armées. En échange l'Argentine était disposée à exporter des armes vers "les pays en proie aux luttes de libération", là où les Etats "leaders" étaient susceptibles de rencontrer des difficultés politiques pour vendre leurs propres armes. Cette volonté est loin d'être théorique. L'Argentine, en effet, a envoyé des conseillers militaires en El Salvador et au Guatemala. Elle a installé un centre opérationnel du renseignement au Panama, dans le but de mener des opérations de déstabilisation contre le gouvernement sandiniste. Le rôle des militaires argentins dans le coup d'Etat bolivien de juillet 1980 est également bien connu (9).

(6) "El Economista", Buenos-Aires, du 5 juin 1982: Reagan et un avenir hypothétique.

(7) Le général en retraite Gordon Sumner est président du Conseil interaméricain de sécurité et il est actuellement conseiller spécial du sous-secrétaire aux affaires interaméricaines du Département d'Etat, Thomas Enders.

(8) "Fabricaciones Militares Argentinas" emploient 40.000 personnes dans 12 entreprises différentes (plus 15.000 dans des activités annexes), Annuaire SIPRI, 1982.

(9) "América latina Informe Semanal", Londres, du 25 juillet 1980: Le coup d'Etat est refusé en Bolivie et repoussé à l'étranger.

La collaboration entre l'Argentine et les Etats-Unis était telle que ces deux pays avaient envisagé l'installation possible d'une base nord-américaine en Patagonie. Washington craint depuis un certain temps que les luttes qui ont lieu en Amérique centrale ne finissent par fermer ou gêner l'utilisation du canal de Panama. C'est pourquoi les Américains ont jugé utile de prévoir un itinéraire de remplacement: le Détroit de Magellan et le Cap Horn (10). Ces plans n'étaient en discussion que depuis quelques mois. Aujourd'hui ils ne valent même plus le prix du papier sur lequel ils sont con- signés. Evidemment, les Falklands pourraient désormais devenir "le point d'ancrage" pour un contrôle de l'Atlantique-Sud.

Les Etats-Unis suite aux Malouines

La débâcle du gouvernement Reagan est significative. Passé les déclarations émotionnelles de la majorité des gouvernements latino-américains contre l'alliance de Washington et de Londres, que reste-t-il?

La thèse de la bipolarité, soutenue par les Etats-Unis, en vertu de laquelle la politique internationale est fonction de l'affrontement entre les super-puissances, s'est trouvée pratiquement sans signification au plan régional. En l'occurrence le Mexique et le Brésil n'y ont jamais adhéré. La possibilité d'amener l'Amérique latine à ce "consensus stratégique", c'est-à-dire à participer à l'effort d'isolement et de déstabilisation de l'Union soviétique et de ses alliés apparaît particulièrement lointaine. L'Argentine elle-même, en dépit de la présidence du général pro-américain Reynaldo Bignone, n'a pas d'autre possibilité d'action que le non-alignement. Aujourd'hui, la diplomatie argentine s'emploie à retendre ses liens avec le continent et le Tiers-Monde.

Mais le symptôme le plus clair du revers nord-américain se manifeste sans doute au niveau de la confrontation avec le camp socialiste en Amérique latine, à savoir Cuba. La Havane n'a pas seulement amélioré ses relations avec Buenos Aires, mais le Venezuela, qui jusqu'il y a peu se tenait à une attitude des plus agressives envers l'île des Caraïbes, a entrepris de s'en rapprocher. Il y a actuellement à Caracas une délégation cubaine chargée de mener à bien "un nouveau dialogue" entre les deux pays. Le Venezuela a d'ailleurs montré à quel point ses intentions sont sérieuses. A la suite de l'évasion d'une prison vénézuélienne de deux exilés cubains qui s'étaient réfugiés dans l'ambassade du Chili, à Caracas, le gouvernement Herrera Campins n'a pas hésité à remettre en cause ses relations avec Santiago si les évadés n'étaient pas rendus. Fidel Castro avait déjà, en 1980, menacé de rompre les relations diplomatiques si les accusés n'étaient pas condamnés. Le Venezuela et la Colombie ont fait savoir qu'ils étaient disposés à s'affilier au Mouvement des non-alignés.

L'affaiblissement de l'OEA, dont l'un des objectifs essentiels est l'isolement de Cuba, est un coup sévère porté à l'effort politique considérable déployé par Washington pour "contenir" le gouvernement Fidel Castro (11).

(10) "The New Statesman", Londres, du 18 décembre 1981: Reagan's new friend.

(11) "Latin America Weekly Report", Londres, du 19 juin 1981: Enders plan for freedom and free enterprise in the Caribbean. Dans son discours inaugural comme sous-secrétaire aux affaires inter-américaines, Thomas Enders a rappelé les trois objectifs de son gouvernement vis-à-vis de l'Amérique latine: 1) améliorer les relations avec le Mexique; 2) limiter l'influence cubaine dans les Caraïbes et en Amérique centrale; 3) renforcer les relations avec les pays sud-américains qui reviennent à un régime constitutionnel, en reconnaissant le rôle qu'ils jouent dans la sécurité de l'Atlantique-Sud.

Le Nicaragua et le Front Farabundo Marti de libération nationale d'El Salvador tirent bénéfice de la nouvelle conjoncture (12). Non seulement la menace des conseillers militaires argentins s'est dissipée; les choix des Etats-Unis se révèlent également être davantage limités face à un continent hostile.

Une Amérique latine désunie

L'indignation latino-américaine face à la solidarité du Nord contre l'Argentine ne s'est cependant pas encore traduite dans les faits. On a évoqué la possibilité de créer une organisation du type OEA, mais sans les Etats-Unis: la OELA (13). Mais aucun Etat de la région n'est disposé à prendre la place de Washington pour apporter les deux tiers du budget que l'OEA reçoit actuellement des Etats-Unis. Plus encore: s'il y avait eu volonté politique d'isoler les Etats-Unis, cela aurait été possible à l'occasion de tel ou tel des nombreux votes qui ont eu lieu au moment du conflit. Washington ne dispose que d'une seule voix dans cette organisation, au même titre que chacun des Etats membres.

L'évolution la plus probable est la formation d'un groupe équivalent au Système économique latino-américain (SELA), mais en termes politiques de référence. Ce groupe servirait de forum informel pour la préparation des débats qui s'ouvriraient ensuite à l'OEA, à l'ONU et autres institutions internationales. La simple existence d'une telle instance, qui inclurait Cuba et exclurait les Etats-Unis, constituerait un pas important vers la formulation d'une politique régionale de non alignement.

Un des obstacles à la concrétisation de ce projet réside dans le fait que les principaux pays de la région n'ont aucun intérêt à se subordonner au reste du continent. Le Mexique et le Brésil disposent par eux-mêmes d'une capacité suffisante de négociation pour défendre leurs intérêts. Jusqu'il y a peu la diplomatie argentine pensait de même.

Le Brésil émerge de la crise de l'Atlantique-Sud comme son plus grand bénéficiaire. Il est aujourd'hui, indiscutablement, la première puissance régionale. Ce n'est pas seulement parce que l'affaiblissement de l'Argentine est synonyme du renforcement proportionnel du Brésil. Ce pays, qui dispose de frontières communes avec tous les pays sud-américains, à l'exception du Chili, ne connaît aucun litige frontalier. Depuis la crise pétrolière de 1973, l'industrie et l'agriculture brésiliennes se sont tournées vers l'exportation comme seul moyen de payer la facture colossale des importations de brut (14). Aujourd'hui le Brésil dispose de la technologie appropriée et de la capacité suffisante pour mettre à profit l'augmentation du commerce à l'intérieur de la région, prévisible par suite des sanctions contre l'Argentine. Le Brésil est par ailleurs particulièrement bien équipé pour capitaliser ce qui devient un secteur de croissance rapide: celui de l'armement.

Toutes les forces armées de la région procèdent à une révision de leurs arsenaux à la lumière de la guerre des Malouines. Il est peu probable que

(12) D'après les informations en provenance de cette région, le gros des conseillers argentins sont rentrés dans leur pays.

(13) "América Latina Informe Político", Londres, du 14 mai 1982: L'appui des Etats-Unis à la Grande-Bretagne provoque une crise à l'OEA.

(14) En 1980, le Brésil a payé 9.800 millions de dollars pour ses importations de pétrole.

Les états-majors tirent la leçon que les armes les plus sophistiquées sont de peu d'utilité s'il n'existe pas de potentiel humain pour les mettre en oeuvre. L'armée argentine disposait d'équipements ultra-modernes. Ils sont restés éparpillés autour de Port-Stanley. La recrue argentine, en dépit de sa foi en la récupération des îles, a été bien mal traitée par ses officiers. L'auteur de cet article a eu la possibilité de parcourir les tranchées des défenseurs: les conditions de certaines d'entre elles étaient infra-humaines. Inondées et non protégées du vent, elles ne pouvaient que saper le moral de leurs jeunes occupants. Dans un conflit entre armées régulières, où le combat est mené avec une grande variété d'armes et selon une stratégie supposant une grande interdépendance entre les groupes, l'initiative de l'individu se trouve réduite à l'extrême. Si l'on ajoute à cela le mépris de l'entraînement du soldat, le résultat est prévisible. Mais ce ne sera probablement pas la conclusion des généraux latino-américains. Ils pencheront plus volontiers vers l'acquisition des générations d'armes les plus modernes. A ce niveau, il n'a probablement pas échappé à l'attention des états-majors que les armes ne sont pas seulement chères: elles ont aussi un prix politique. L'embargo mis par les principaux producteurs du Nord constitue un encouragement à l'effort de développement des industries locales d'armement déjà passablement solides.

Projections politiques pour l'Amérique latine

En Argentine, la mobilisation militaire pour les Malouines a eu un effet paradoxal. Galtieri a lancé l'opération parce qu'il était en recherche d'une issue politique pour un gouvernement militaro-monétariste au bord de l'asphyxie. Pour obtenir le soutien populaire, il lui a fallu sacrifier les objectifs proposés en 1976 quand les militaires ont pris le pouvoir.

Le but était alors de barrer la route au populisme (le péronisme) et à sa base organique (les syndicats); d'abandonner les schémas protectionnistes des gouvernements civils antérieurs, en réorientant l'économie vers l'extérieur, en mettant à profit les "avantages comparés", c'est-à-dire en favorisant l'oligarchie agro-exportatrice au détriment du secteur industriel; et, sur le plan international, ainsi qu'il a déjà été dit, de prôner l'alliance étroite avec les Etats-Unis.

La guerre a contraint les syndicats à sortir dans la rue. Les partis politiques se sont déclarés prêts à revenir à une activité ouverte. L'industrie nationale fait sa réapparition. La diplomatie argentine fait une nouvelle fois la cour au Tiers-Monde. Et cela, quand continue de gouverner le même groupe de généraux qui a déclenché la guerre.

En réalité, les Malouines ont précipité un processus qui était déjà repérable. Les Argentins le répétaient en chœur à Buenos-Aires quelques jours avant l'invasion: "Elle va se taire, elle va se taire la dictature militaire!" Car, avec ou sans guerre, la dictature ne disposait que d'une très étroite marge de manoeuvre. La décomposition du régime argentin a probablement été plus rapide que pour d'autres gouvernements ayant agi dans des termes similaires. Mais les systèmes, en particulier ceux des pays du Cône Sud, sont assez semblables.

Les philosophies libre-échangistes et monétaristes qui ont présidé pour une bonne part aux destinées du continent, sont aujourd'hui en crise. Les nations qui ont secrété l'idéologie de l'interdépendance et du libre-échange ont désormais recours à des mesures protectionnistes. Les produits de base comme le sucre se heurtent à des difficultés croissantes pour pénétrer sur les marchés des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest (15). Les textiles, les chaussures, la viande et une liste grandissante de produits manufacturés sont exclus des marchés du Nord.

(15) "América Latina Informe de Mercados", Londres, des 6 nov. 81 et 21 mai 1982.

Les gouvernements qui ont sacrifié les industries nationales parce peu compétitives, et qui ont largement ouvert leurs portes aux exportations comme forme d'encouragement des producteurs créoles, découvrent aujourd'hui que ceux qui atteignent un niveau de compétitivité au plan international sont accusés de pratiquer le dumping, de recevoir des aides ou, directement, de constituer une menace contre leurs concurrents du Nord (16).

L'ouverture et l'endettement extérieur ont marché de pair. Les Etats et les grandes entreprises ont cherché sur les marchés financiers internationaux les moyens de mener à bien leurs projets (17). Cela a été le cas de l'industrie pétrolière mexicaine PEMEX (18). Elle a fait des emprunts à taux réduit, dans l'espoir de vendre cher son pétrole. Les prix du brut ont baissé tandis que montaient les taux d'intérêts. Le prix de tous les métaux et matières premières a chuté. Dans de nombreux cas les prix ne compensent même pas les coûts de production (19). Aussi les projets tombés au panier sont-ils nombreux. Mais nombre de crédits ne sont qu'une gymnastique bancaire: emprunter à des coûts réduits à l'étranger et prêter à des taux élevés à l'intérieur du pays. Le capital spéculatif a rapporté des dividendes élevés et permis une forte concentration des capitaux. Aujourd'hui, la dette extérieure est le sujet à la mode (20). C'est le signe d'une politique et de son aboutissement.

Tous les indicateurs montrent que "le modèle de croissance vers l'extérieur" est parvenu à ses limites. Le pendule repart dans l'autre sens. Le reflux des politiques d'ouverture s'accompagne d'une crise du système d'importation de capitaux; c'est un fait qui ne peut qu'entraîner une plus grande participation de l'Etat. Il ne faudra pas attendre longtemps pour que cette tendance économique se traduise en politique. Le point haut des secteurs nationalistes et populistes dans certains pays, des forces socialistes dans d'autres.

La guerre des Malouines a servi de catalyseur dans le changement d'orientation d'une bonne partie du continent. Les vieilles politiques ont craqué et il ne semble guère possible que, dans les conditions actuelles, elles puissent être rafistolées.

La renaissance du nationalisme latino-américain pourrait bien être la dominante de la décennie des années 80.

Raul Sohr

(Traduction DIAL - Article de Chile-America n° 80-81
juillet/août/septembre 1982)

(16) C'est l'exemple du succès de l'avion brésilien de transport de passagers, le Bandeirante, qui a réussi à prendre 35 % du marché nord-américain, depuis son lancement voici trois ans. L'entreprise aeronautique nord-américaine Fairchild a demandé l'application de taxes douanières sur les appareils importés.

(17) Selon certaines estimations, la dette publique absorbe 65 % des crédits et le secteur privé les 35% restants.

(18) Petróleos de Mexico (PEMEX) a une dette de 20 milliards de dollars auprès des banques étrangères.

(19) Le Pérou a dû suspendre ses ventes d'argent du fait que le coûts de production dépassaient le prix de vente.

(20) La dette de l'Amérique latine auprès des banques privées internationales dépasse déjà les 190 milliards de dollars.
